Le Rouge Gorge

2020, L'humain d'abord !

PCF SECTION FÉCAMP NORMANDIE

Bulletin sans prétention de la section de Fécamp du Parti Communiste Français — Novembre 2020

UN MONDE MALADE

Dans le secret de ses conseils de défense, Emmanuel Macron a donc décidé de reconfiner à nouveau la France, reconnaissant implicitement l'échec du couvre-feu qu'il avait instauré auparavant. Mais si le président fait tomber la nuit sur les activités familiales, amicales et sociales, cette stratégie de quasi-confinement parviendra-t'elle à mieux enrayer l'épidémie que le couvre-feu ? Il est trop tôt pour le dire

D'ores et déjà, outre les nouvelles restrictions de nos libertés qu'il entraîne, ce reconfinement soulève bien des questions : qu'est-ce que c'est que ce confinement où les salariés sont obligés d'aller au travail et où les parents doivent mettre leurs enfants à l'école ? A quoi riment ces discussions byzantines entre technocrates macroniens pour savoir quelles commerces sont essentiels et lesquels ne le sont pas ? Qu'est-ce que c'est ce ministre de l'Eduction Nationale, Jean-Michel Blanquer, qui change de protocole sanitaire toutes les semaines et qui annonce 1 million de tests de dépistage dans des écoles qui n'ont ni infirmières ni médecins scolaires pour les réaliser ? Pourquoi le président de la République n'a-t 'il pas eu un seul mot lors de son dernier discours pour le monde de la culture ? Pourquoi étrangler les petits commerces de proximité alors que les géants de la vente en ligne et les grandes surfaces peuvent continuer leurs activités sans restrictions ? Notre président de la République ne serait-il donc en fait le président d'Amazon ? Pourquoi cette pénurie de vaccins contre la grippe dans nos pharmacies, venant après la pénurie de masques et la pénurie de tests de dépistage du covid19 ? Pourquoi notre hôpital n'a-t 'il pas plus de moyens pour faire face à l'épidémie aujourd'hui qu'en mars dernier, malgré les promesses présidentielles ? Pourquoi l'Italie a-t'elle embauché 6600 médecins et 14500 infirmiers cet été et pas la France ?

Pourquoi Emmanuel Macron et ses technocrates ont-ils donné la priorité à l'économie, pendant tout l'été, et ignoré toutes les alertes des scientifiques sur l'arrivée d'une 2ème vague du covid19 ?

Si la crise sanitaire actuelle n'est pas une invention du libéralisme, par contre il y a bel et bien eu une manière ultra-libérale de gérer cette crise. Et, soyons honnête, qui ne date pas d'Emmanuel Macron : tous les gouvernement précédents ont appliqué les mêmes vieilles recettes. Des recettes qui, à force de privilégier les marchés boursiers et d'amputer les budgets sociaux, laissent aujourd'hui notre pays démuni face à l'épidémie, avec pour seul arme le confinement et la mise en quarantaine. Comme on le faisait au Moyen-Age lors des épidémies de peste. Décidément, ce monde est bien malade. Du capitalisme tout autant que du covid19.

AU SOMMAIRE :

Page 2 : covid19, Macron la joue de plus en plus solo - télétravail : le patronat vent debout contre toute contrainte

Page 3 : confinement ou chaos. Est-ce en tuant les petits commerces qu'on fera reculer l'épidémie ?

Page 4 : les 3 députés, la sénatrice communistes et 80 maires de Seine-Maritime demandent la réouverture des commerces de proximité

Page 5 : l'hôpital public au bord de la rupture, les fruits empoisonnés de 40 ans de démantèlement

Pages 6 et 7 : les communistes aux côtés des personnels des écoles pour dénoncer le chaos organisé par les mesures sanitaires de Jean-Michel Blanquer

Page 8 : Hypermarchés Carrefour, plein les fouilles pour les actionnaires, plein le dos pour les salariés

Page 9 à 11 : dossier terrorisme islamiste. Interview de Ian Brossat, porte-parole du PCF

Page 12 : les photos de la manifestation fécampoise à la mémoire de Samuel Paty

CRISE SANITAIRE

L'EXECUTIF LA JOUE DE PLUS EN PLUS EN SOLO

Une chambre d'enregistrement. Voilà à quoi est, encore, réduit le Parlement alors que les libertés individuelles des Français s'amenuisent. Face au défi de la deuxième vague de l'épidémie de Covid-19, l'exécutif a décidé, seul, de reconfiner le pays, comme le lui permet l'état d'urgence sanitaire.

Si les responsables politiques de tous bords s'accordent à dire qu'il n'y avait pas d'autres solutions immédiates, la méthode employée fait bondir à droite comme à gauche : un débat suivi d'un simple vote de confiance à l'Assemblée nationale et au Sénat, sans possibilité d'amender le texte. À prendre ou à laisser. Soit un bon résumé des pratiques gouvernementales depuis le début de la crise.

Pour le déconfinement ou l'instauration d'un couvre-feu, l'équipe ministérielle s'était aussi passée de l'aval des parlementaires, en permanence mis devant le fait accompli. Logiquement, les critiques pleuvent. Le chef

PHILIPPE LOPEZ / AFP

S. Jumel, député PCF, dénonce un pouvoir « enfermé dans ses certitudes ».

de file des insoumis, Jean-Luc Mélenchon, dénonce les errements « autoritaires » de la Macronie : « L'épidémie est hors de contrôle. Je crois malheureusement que le président aussi. Un homme décide de tout, tout seul. » Le plus souvent, lors d'un Conseil de défense, une entité couverte « par le secret-défense ».

Une analyse partagée par le député PCF Sébastien Jumel, qui s'adressait au premier ministre dans l'Hémicycle. « L'immense difficulté de la tâche aurait dû vous conduire à l'humilité, mais vous vous êtes enfermés dans vos certitudes, dans l'exercice solitaire d'un pouvoir toujours plus vertical, technocratique, déshumanisé et déconnecté des réalités sociales », tance-t-il. Dernière preuve en date ? Contre l'avis de tous, le gouvernement a choisi unilatéralement d'interdire la vente de livres en grande surface plutôt que de rouvrir les librairies.

Même lorsqu'il fait semblant d'associer les oppositions à la prise de décision, personne n'y croit. Avant que le président ne tranche sur le deuxième confinement, le premier ministre Jean Castex avait tout de même daigné recevoir, en catastrophe, les chefs de partis. « Un simulacre de concertation », d'après Olivier Faure, premier secrétaire du PS. Mais, puisque Emmanuel Macron décide seul, il prend donc la responsabilité de ses échecs... seul.

TÉLÉTRAVAIL

LE PATRONAT VENT DEBOUT CONTRE TOUTE CONTRAINTE

Le télétravail « n'est pas une option » mais « une obligation » pour ceux qui le peuvent, a assené la ministre du Travail, Élisabeth Borne, la semaine dernière. Alors que plusieurs millions de personnes ont à nouveau quitté leur bureau pour officier depuis leur domicile, patronat et organisations syndicales se sont retrouvés ce mardi pour le premier round d'une négociation sur le télétravail, qui s'annonce plus que houleuse.

La pomme de la discorde ? La conclusion d'un nouvel accord national interprofessionnel. C'est la revendication des cinq confédérations syndicales (CGT, FO, CFDT, CFE-CGC, CFTC), après leur constat des conditions de travail détériorées dans lesquelles ont été plongés les salariés en mars et

STEPHANE LAGOUTTE / CHALLENGES-REA

Le reconfinement fait craindre le retour de conditions de travail détériorées.

avril, entre garde d'enfants, manque d'équipements et charge de travail qui explose. Le patronat, vent debout depuis le début contre l'ouverture de négociations, appelle à la détermination d'un cadre « non contraignant ». « L'accord ne devra être ni normatif, ni prescriptif », martèle le Medef dans un communiqué. Pour la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME), la négociation ne devra « aucun cas aboutir à des contraintes supplémentaires pesant sur les entreprises ». Il faut dire que les représentants des patrons se sont bien accommodés des ordonnances Macron de 2017. Celles-ci dispensent l'employeur d'inscrire le recours au télétravail dans le contrat de travail et autorisent la simple conclusion d'un accord verbal ou écrit.

Inconcevable de se contenter de ce cadre, estiment les syndicats. Ceux-ci craignent que ce second confinement ne signe le retour d'un travail à distance dégradé et hors de toutes règles.

CONFINEMENT OU CHAOS ?

Entre le ministre de l'Education Nationale qui demande aux enseignants de respecter la distanciation sanitaire dans des classes de 30 élèves, le Premier Ministre qui se fend d'une conférence de presse pour annoncer qu'il n'y a pas de nouvelles décisions, les décisions ubuesques des préfets, une chatte n'y retrouverait pas ses petits. Un exemple qui : les librairies ont été fermées mais les rayons livres des grandes surfaces. A se demander si Emmanuel Macron est le président de la République Française ou bien le président d'Amazon et de Carrefour ! Devant le tollé suscité par cette injustice, les technocrates du gouvernement ont eu une idée géniale : demander aux grandes surfaces de bâcher leurs rayons livres… par contre, les rayons des magazines ne sont pas concernés, comme en témoigne la photo ci-contre : d'un côté, les livres sont sous bâche. Et juste en face, les magazines sont accessibles librement. Faut-il en rire ou bien en pleurer ?

Sébastien Jumel, le député, et Nicolas Langlois, le maire PCF de Dieppe ont bien résumé le sentiment de chacun : *« Dans nos petits commerces on y est en confiance et en sécurité. Arrêtons de faire souffrir les « petits »,* lance le maire. *« Le gouvernement doit revoir sa copie, tous les petits commerces sont essentiels. Pas moins essentiels et pas moins sécurisants que les grandes surfaces ! Qui peut accepter de voir Amazon s'enrichir et profiter de la situation et nos commerçants dans l'inquiétude ? Personne! »*

« Lutter contre le coronavirus n'impose pas d'achever le commerce de proximité, c'est une erreur profonde qui est commise là, une de plus qui s'ajoute à toutes celles commises dans la gestion de cette crise sanitaire majeure » estime le député Sébastien Jumel. *« Nous demandons le maintien de l'ouverture des petits commerces indispensables à l'emploi, à l'animation de nos villes et villages dans le respect d'un protocole sanitaire précis et exigeons l'instauration d'une taxe sur la vente numérique par Amazon et les géants de la vente internet pour alimenter un fonds de soutien au petit commerce et aux producteurs locaux agriculteurs, pêcheurs. »*

PRESERVONS NOS COMMERCES DE PROXIMITE
SAUVONS LEURS EMPLOIS

A l'initiative de la sénatrice et des 3 députés communistes de Seine-Maritime, 80 maires de notre département ont écrit une lettre à Emmanuel Macron pour protester contre l'injustice de la fermeture de nos commerces de proximité au moment où les géants de la vente en ligne peuvent continuer leurs activités, tirant ainsi les marrons du feu de la pandémie. Pourtant, on n'est pas plus en danger chez un petit commerçant que dans une grande surface ! Les élus PCF du conseil municipal de Fécamp se sont immédiatement joints à cette protestation. Si on note parmi les signataires les maires d'Eletot, de Gerville, de Mentheville, de Normanville, par contre Mme Poussier-Winsback, la maire de Fécamp manquait toujours à l'appel à l'heure où ce numéro du Rouge-Gorge était écrit

LETTRE OUVERTE
AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
et AU PREMIER MINISTRE

Le 2 novembre 2020

Monsieur le Président,
Monsieur le Premier Ministre,

Depuis plusieurs jours et la mise en place du confinement 2ème version, toutes les associations d'élus alertent sur le sort fait aux commerces qualifiés de « non-essentiels » par le Président de la République. Élus de Seine-Maritime, engagés au quotidien dans nos territoires, nous vous écrivons pour que vous preniez conscience de la colère qui parcourt nos rues commerçantes, nos cœurs de ville et nos places de villages.

L'activité commerciale a déjà été fortement mise à mal lors du premier confinement, au printemps dernier. C'est un deuxième coup dur dont beaucoup redoutent qu'il leur soit fatal malgré les mesures de soutien annoncées.

Depuis des mois, les commerçants ont respecté les protocoles sanitaires, très stricts, qui leur étaient imposés (limitation du nombre de clients, mise à disposition de gel hydroalcoolique). Ils sont prêts à en faire davantage si c'est nécessaire. Leurs représentants ont multiplié les propositions en ce sens, ces jours-ci.

Cette incompréhension s'additionne au fait que d'autres commerces - notamment en ligne - qui vendent pourtant les mêmes produits, sont autorisés à poursuivre leurs activités.

Dans cette logique, le Gouvernement après avoir fermé les rayons livres plutôt que d'ouvrir les librairies vient d'annoncer la fermeture des rayons « non-essentiels» dans les grandes surfaces.

Ce signal pourrait être positif si le commerce en ligne et ses géants, américains et chinois, tels Amazon ou Ali Express ne continuaient à inonder le marché et à profiter d'une situation quasi monopolistique. Le premier confinement leur a permis d'exploser leurs ventes quand nos commerçants, qui créent de l'emploi dans nos communes, « ont tiré la langue ».

La détresse de nos commerçants est grande. L'incompréhension et la colère de leurs clients tout autant. Aucune restriction incohérente, incompréhensible ne pourra être durablement respectée. Personne n'acceptera longtemps que confinement rime avec une injustice conduisant à l'affaiblissement des petits.

D'autant que cette situation peut conduire à amplifier un bouleversement culturel, et détourner à long-terme les clients, des commerces de proximité. Ce serait une grave erreur, alors même que le premier confinement avait permis à nombre de nos concitoyens de redécouvrir la qualité de service des commerces de proximité.

Cela anéantirait la mobilisation engagée par les élus que nous sommes depuis de nombreuses années pour développer le tissu commercial, souvent en lien avec l'Etat, à travers différents programmes (Fisac, ANRU, Cœur de Ville, Petites Villes de Demain...).

Il est encore temps d'adapter les décrets et les arrêtés et de construire des solutions qui susciteront l'adhésion et en seront du coup, efficaces.

Nous relayons ce cri de survie, en responsabilité, conscients de la situation sanitaire du pays. Nous sommes au quotidien mobilisés pour prendre soin de chacun, faire respecter les gestes barrières, adapter nos services publics.

Nous appelons le Gouvernement à réviser sa position sur l'ouverture des commerces dits « non-essentiels », dans nos centres-villes, bourgs et villages, et nous faisons part de notre disponibilité pour trouver des solutions permettant de rouvrir ces activités essentielles au quotidien, même confiné.

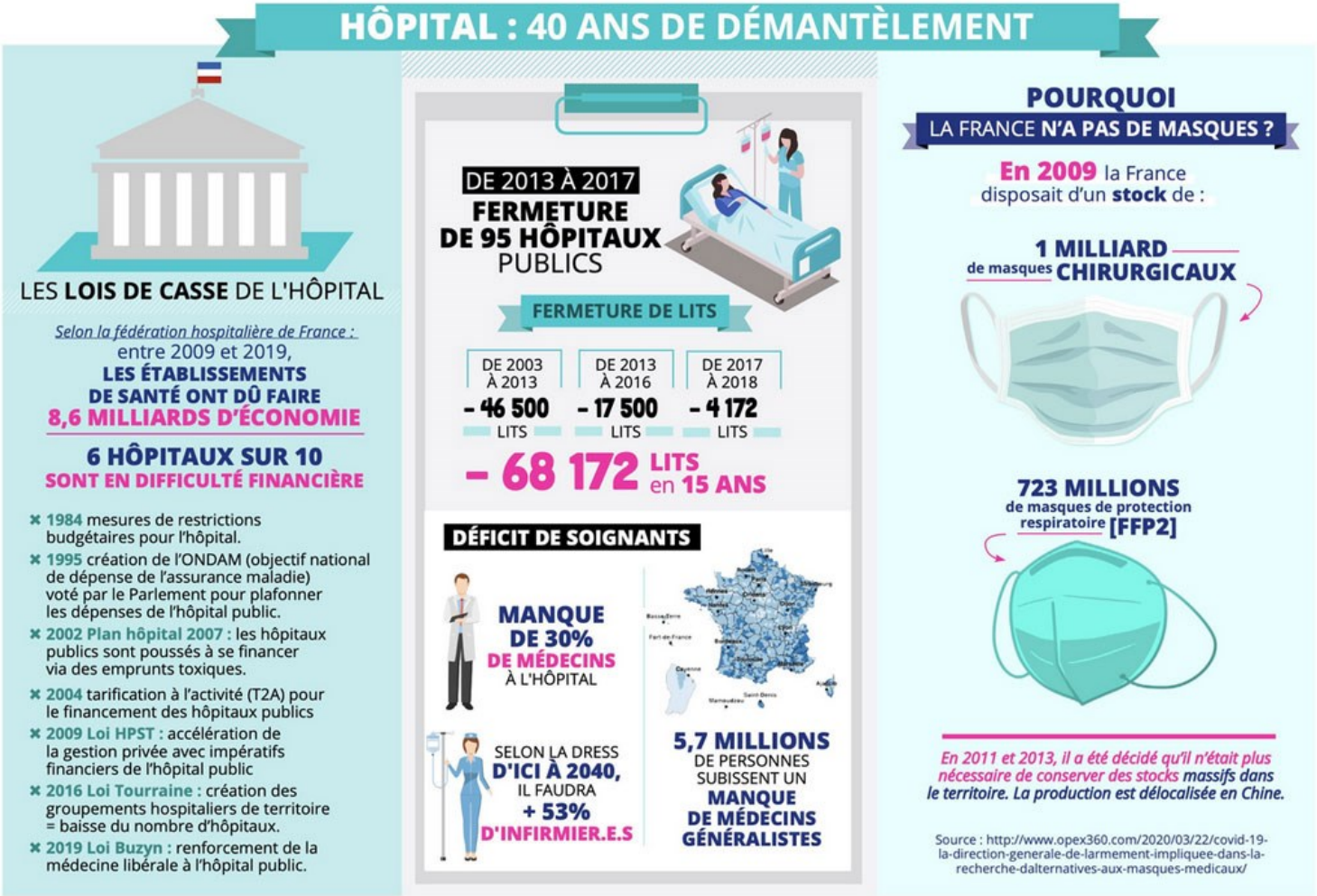
Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre très haute considération.

Premiers signataires *(Liste arrêtée le 2 novembre 2020 à 14h00)* :

Madame Céline Brulin, Sénatrice de Seine-Maritime
Monsieur Sébastien Jumel, Député de Seine-Maritime
Monsieur Jean-Paul Lecoq, Député de Seine-Maritime
Monsieur Hubert Wulfranc, Député de Seine-Maritime
Monsieur Didier Terrier, Maire d'Allouville-Bellefosse
Madame Huguette Lesauvage, Maire d'Angerville-Bailleul
Madame Nadine Morisse, Maire d'Annouville-Vilmesnil
Madame Maryline Fournier, Maire d'Arques-la-Bataille
Madame Carole Gondouin, Maire de Beaurepaire
Monsieur Gérard Capot , Maire de Beuzeville-la-Grenier
Monsieur Yan Bastida, Maire de Beuzevillette
Madame Nathalie Michaut, Maire de Bosc-Béranger
Madame Myriam Mulot, Maire de Notre-Dame de Bondeville
Monsieur David Fleury, Maire de Bornambusc
Monsieur Christophe Leroy, Maire de Brachy
Madame Chantal Benoît, Maire du Caule Sainte-Beuve
Monsieur Pascal Carpentier, Maire des Cent-Acres
Monsieur Bruno Nottias, Maire de Compainville
Monsieur Alain Trouessin, Maire de Criel-sur-Mer
Monsieur Christian Lecerf, Maire de Darnétal
Monsieur Pascal Delamare, Maire de Daubeuf-Serville
Monsieur Nicolas Langlois, Maire de Dieppe
Madame Isabelle Comont, Maire de Drosay
Madame Séverine Hebert, Maire de Eletot
Monsieur Mario Dona, Maire d'Etalonde
Monsieur Michel Barbier, Maire de la ville d'Eu
Monsieur Eddie Facque, Maire de Flocques et Président de la communauté de communes des Villes sœurs
Monsieur Michel Lejeune, Maire de Forges-les-Eaux
Madame Estelle Guénot, Maire de Gerville
Monsieur Arnaud Lenoble, Maire de Gommerville
Monsieur Alban Bruneau, Maire de Gonfreville l'Orcher
Monsieur Nicolas Bertrand, Maire des Grandes-Ventes
Madame Christine Morel, Maire d'Harfleur
Madame Myriam Delaunay, Maire d'Hermanville
Monsieur Daniel Grenier , Maire du Houlme
Monsieur David Jezequel, Maire de Houquetot
Monsieur Luc Lefrançois, Maire d'Hugleville-en-Caux
Monsieur Robert Vegas, Maire d'Imbleville
Monsieur José Marchetti, Maire d'Incheville
Monsieur Bruno Saintyves, Maire du Mesnil-Réaume
Monsieur Laurent Jacques, Maire du Tréport
Monsieur Jean-Pierre Trolley, Maire de Longroy
Monsieur Christian Solinas, Maire de Manneville-la-Goupil
Madame Agnès Join, Maire de Melleville
Monsieur Franck Remond, Maire de Mentheville, Président de la communauté de communes Campagne de Caux
Madame Annick Sevestre, Maire de Mirville
Monsieur Gérard Coulombel, Maire du Monchy-sur-Eu
Monsieur Eric Halbourg, Maire de Motteville
Monsieur Xavier Lefrançois, Maire de Neufchâtel-en-Bray
Monsieur Laurent Godefroy, Maire de Normanville
Monsieur Reynald Hauchard, Maire de Norville
Madame Fabienne Duparc, Maire de Notre-Dame de Bliquetuit
Monsieur Stéphane Barré, Maire de Oissel
Monsieur Loïc Paillard, Maire d'Ouville-la-Rivière
Monsieur Gérard Moreau, Maire de Préaux
Madame Christelle Cahard, Maire de Rainfreville
Monsieur Christophe Argentin, Maire de Rouelles
Monsieur Joachim Moyse, Maire de Saint-Etienne du Rouvray
Monsieur Fréderic Canto, Maire de Saint-Aubin sur Scie
Monsieur Philippe Lefebvre, Maire de Saint-Denis d'Aclon
Monsieur Hubert Lecarpentier, Maire de Saint-Eustache-la-Forêt
Monsieur Olivier De Conihout, Maire de Sainte-Marguerite-sur-Mer
Monsieur Yves Crevel, Maire de Saint-Germain-sur-Eaulne
Monsieur François Auber, Maire de Saint-Jouin-Bruneval
Madame Géraldine Théry, Maire de Saint-Léger du Bourg Denis
Monsieur Sylvain Garand, Maire de Saint-Martin de l'If
Madame Carole Haimonet, Maire de Saint-Martin Osmonville
Monsieur Michel Cavelier, Maire de Saint-Nicolas de la Taille
Madame Martine Douay, Maire de Saint-Rémy-Boscrocourt
Madame Maryse Duval, Maire de Saint-Saire
Monsieur Patrice Gillé, Maire de Saint-Vaast-du-Val
Monsieur Rémi Hérouard, Maire de Sasseville
Monsieur André Basille, Maire de Sausseuzamare-en-Caux
Monsieur Thomas Hermand, Maire de Serqueux
Monsieur Agnès Cercel, Maire de Tourville-la-Rivière
Monsieur Yoann Collin, Maire de Tourville-sur-Arques
Monsieur Patrick Callais, Maire du Trait
Madame Thérèse Baril, Maire de Turretot
Monsieur Patrick Boulier, Maire de Varengeville-sur-Mer et Président de la communauté d'agglomération Dieppe-Maritime
Madame Nadine Bienfait-Loisel, Maire d'Yville-sur-Seine

L'HOPITAL AU BORD DE LA RUPTURE

En pleine crise sanitaire, les technocrates du gouvernement continuent de supprimer des lits d'hôpitaux : 200 postes sont dans le collimateur au CHU de Caen et 80 au centre hospitalier de Saint Etienne du Rouvray. Voilà 40 ans que tous les gouvernements qui se sont succédés s'emploient à gérer l'hôpital public comme une entreprise privée, à le « rentabiliser ». Le résultat, aujourd'hui, c'est que tous les hôpitaux manquent de personnels et de lits, malgré la réactivation du plan blanc. Parmi les dispositions du plan blanc, on note l'extension des journées de travail de 8 à 12 heures afin de pallier le manque de personnel. C'est ce qui se passe actuellement dans plusieurs des services de l'hôpital de Fécamp. Aujourd'hui, les soignants sont épuisés et nos hôpitaux n'arrivent qu'avec d'énormes difficultés à faire face à la pandémie de covid19. Pourtant, de nombreuses voix se sont élevées dans le passé pour lancer l'alerte, relayées par les élus et les élues du PCF. Les différents gouvernements n'en ont jamais tenu compte, préférant se plier aux injonctions répétées de la commission de Bruxelles recommandant aux Etats européens à réduire leurs dépenses de santé. Il y a aujourd'hui urgence à donner aux hôpitaux les moyens de recruter et d'ouvrir des lits supplémentaires.



LES VAUTOURS DES LABOS PHARMACEUTIQUES

Après la pénurie de masques la pénurie de tests de dépistage du covid19, voici maintenant la pénurie de vaccins contre la grippe. Et ce même vaccin coûte aujourd'hui 12 € alors que l'an dernier il ne coûtait que 6 ou 7 €. Et le jour même de l'annonce de la mise au point d'un vaccin contre le covid19 par le laboratoire Pfizer, Albert Bourla, son PDG a vendu pour 5,6 millions de dollars (= 4,76 millions €) d'actions, profitant que celles-ci faisaient un bond de 7 %. La vice-présidente du laboratoire, Sally Susman n'a pas été en reste, vendant de son côté 43662 actions, pour un joli montant de 1,8 millions de dollars. De qui se moque-t'on ?

ÉCOLE : LES COMMUNISTES AUX COTES DES PERSONNELS DE L'EDUCATION POUR DENONCER LE CHAOS ORGANISE PAR J-M. BLANQUER

Depuis le début de la crise sanitaire, les personnels de l'éducation font fonctionner l'école envers et contre tout, malgré le manque de moyen, les injonctions contradictoires et le mépris de leur ministre. Si le service public d'éducation nationale tient encore debout, c'est grâce à elles et eux.

Nous mesurons à quel point la situation à laquelle ils sont confrontés est grave. Pour que celles et ceux qui ont continué à travailler malgré la pandémie, malgré la fermeture des établissements, malgré l'absence complète d'organisation et les discours insultants de leur ministre, décident aujourd'hui de cesser le travail, c'est qu'il y a urgence. Une urgence vitale.

Cette rentrée scolaire aurait dû être marquée par une réponse forte de l'ensemble de la communauté éducative à l'ignoble attentat islamiste qui a coûté la vie à Samuel Paty. Cela aurait dû être le moment de replacer l'école au cœur de la République, de la défense de la laïcité, de la liberté d'expression et des défis qui fragmentent la société française. Le ministre de l'Éducation nationale a privé les équipes enseignantes du temps nécessaire pour préparer cette rentrée, témoignant une fois de plus de son mépris, de sa négligence, de son irresponsabilité. Les grands discours sur la laïcité et la République masquent mal la triste réalité : le ministre ne défend pas l'école de la République, préférant encourager le recours au privé ; l'institution ne défend pas les valeurs de la laïcité et de la liberté d'expression, préférant « ne pas faire de vague ».

Cette rentrée aurait dû être une rentrée hors norme avec le retour d'une vague épidémique et le choix de maintenir les établissements scolaires ouverts. Or le protocole sanitaire s'avère soit inapplicable soit très en dessous de ce qu'il faudrait mettre en place pour garantir la sécurité sanitaire des élèves, de leurs familles et de la communauté éducative tout en permettant la poursuite des apprentissages.

Aujourd'hui, nous sommes aux côtés des personnels de l'éducation pour dénoncer ce chaos organisé.

Ce qui peut apparaitre comme de l'impréparation est en fait une conception très verticale et descendante des processus de décisions sans aucune prise en compte de la réalité et des besoins. Depuis huit mois, l'urgence sanitaire sert de prétexte pour détruire les métiers de l'éducation, accélérer la transformation de l'école, culpabiliser les familles, les enseignants et les personnels. La question du décrochage scolaire et de son aggravation durant le premier confinement est éludée.

Nous sommes aux côtés des personnels de l'éducation pour défendre une réponse nationale à la crise sanitaire et éducative, garantissant de bonnes conditions d'apprentissage pour toutes et tous.

Dès le mois d'avril, le PCF a proposé un plan d'urgence pour l'éducation qui prévoyait la prolongation dans la durée de l'épidémie et développait des propositions pour garantir le maintien et le développement d'une école qui réponde aux besoins des élèves et notamment ceux qui n'ont que l'école pour apprendre. Ce plan d'urgence démontre chaque jour sa pertinence. Depuis, rien ou presque n'a été fait. Il est grand temps d'obliger le gouvernement à agir. Les premières mobilisations ont payé et le ministre a amorcé un recul sur la question des lycées. Ce n'est pas suffisant.

Les personnels de l'éducation élaborent en ce moment des protocoles pour maintenir les établissements ouverts. Mais on manque de tout, d'agents, de produits, de temps, on manque de remplaçants. Comment palier l'absence d'enseignants et de personnels malades ou cas contacts sans remplaçants ? Comment détecter, isoler, traiter personnels et élèves sans médecine scolaire digne de ce nom ? La solution d'une alternance entre enseignement à distance et en présence peut pallier l'urgence, mais elle ne peut pas s'inscrire dans la durée.

L'éducation est un service public national : un protocole sanitaire national doit donc être mis en place, qui donne des pistes d'action claires à l'ensemble des établissements. La question de l'aération des locaux et de l'équipement en capteurs de CO_2 doit figurer dans ce protocole.

…/...

rougegorge@pcf-fecamp.fr

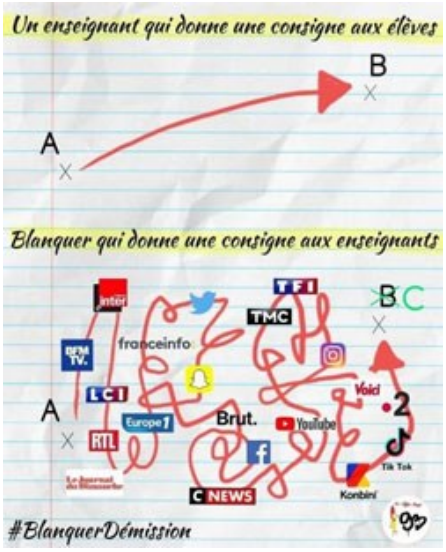
…/…

Nous devons travailler à une réduction durable des effectifs, à tous les niveaux. Cela nécessite certes des moyens conséquents en terme de personnels et de locaux, mais cela permettrait d'une part d'améliorer la sécurité sanitaire dans les établissements, et d'autre part d'engager une véritable lutte contre la difficulté scolaire et le décrochage qui se sont accrus depuis le printemps.

Il est encore possible de recruter, pour pouvoir remplacer les personnels malades ou cas contact, pour reconstruire une médecine scolaire, pour augmenter le nombre d'enseignant-e-s et réduire les effectifs en classe. Dès maintenant, on peut faire appel aux admissibles des derniers concours. Là où un vivier de candidat-e-s existe, des concours spéciaux doivent être ouverts sans tarder. Les contractuels doivent être titularisés. Le statut de MISE doit être réactivé pour recruter des étudiants capables d'encadrer le travail personnel des élèves. Ces mesures d'urgence doivent s'intégrer dans un plan pluriannuel de recrutements et de revalorisation des salaires. Ce sont des dizaines de milliers d'emplois dont il y aurait besoin à un moment où le chômage explose et ou 700 000 jeunes rentrent sur le marché du travail.

Il est encore possible de trouver des locaux pour limiter le brassage des élèves, garantir que chaque classe dispose d'une salle et permettre la réduction des effectifs. Des locaux laissés inutilisés par le confinement peuvent être mis aux normes pour accueillir les élèves. Des préfabriqués peuvent être installés dans les cours des établissements. Cela implique une forte mobilisation des collectivités locales, souvent exsangues. L'État doit prendre ses responsabilités et mettre en place un plan national d'aide aux collectivités locales pour aider les communes, les départements et les régions à mettre de nouveaux locaux à disposition de l'éducation nationale.

Comme dans d'autres domaines, le gouvernement utilise la crise pour imposer et accélérer la casse du service public d'éducation. Il est désormais évident que cette politique n'est pas faite pour répondre à l'urgence actuelle et aux défis futurs. Le défi, l'enjeu de société de l'élévation du niveau de connaissance de toute une classe d'âge, de l'enseignement d'une culture commune de haut niveau dans une école émancipatrice qui réponde aux besoins de tous les élèves appellent des réponses neuves qui rompent avec les logiques à l'œuvre depuis de nombreuses années. C'est le sens de la proposition faite par le PCF d'organiser des Etat généraux de l'éducation avec l'ensemble des forces sociales et de progrès, de la communauté éducative.



Carrefour : plein les fouilles pour les uns, plein le dos pour les autres

Dégrader les conditions de travail et fermer des magasins, çà rapporte un max… Alexandre Bompard, le PDG du groupe Carrefour et ses actionnaires peuvent se frotter les mains : 19,4 milliards de profits vont tomber dans leur escarcelle. Une progression de 8,4 % des ventes lors de ce dernier trimestre. Du jamais vu depuis 20 ans..

Mais à quel prix ? Les salariés en savent quelque chose : fermetures de magasins, atteintes aux droits acquis, Alors que les salariés de Carrefour ont fait partie des travailleurs les plus exposés au Covid-19 et qu'ils ont dû supporter des conditions de travail particulièrement dégradées lors du confinement

Et ce n'est pas le rapport interne que le quotidien communiste « l'Humanité » vient de révéler qui va rassurer ces salariés : baptisé du doux nom de TOP (pour Team Organization Project), ce projet de taylorisation à marche forcée dans tous les rayons est destiné à augmenter encore la productivité. *« C'est Charlie Chaplin dans les Temps modernes, sauf que ce sont des tonnes de marchandises que tu manipules ! »* dénonce Frank Gaulin, délégué national CGT du groupe Carrefour. Un audit réalisé par un ergonome consultant a été effectué ce 18 septembre dans le premier magasin du groupe à avoir testé la réorganisation, à Ormesson (Val-de-Marne). Le document jette un pavé dans la mare de Carrefour : *«Cette organisation sur un nombre restreint de tâches va à l'encontre de l'amélioration des conditions de travail car elle induit des gestes répétitifs, dont on sait par toutes les études internationales sur les conditions de travail qu'elles sont péjoratives pour les articulations qui sont sursollicitées avec des gestes toujours identiques. Ce mode d'organisation favorise l'apparition rapide de TMS (troubles musculosquelettiques) qui sont, pour mémoire, des destructions articulaires et péri-articulaires définitives.»*

Parallèlement Carrefour continue ses opérations financières de greenwashing avec notamment le rachat, ce 2 novembre, de la chaîne de magasins Bio C' Bon. Le projet initial de Bio C' bon qui était de lutter contre la *« concentration et la massification du marché du bio »* est désormais mort et enterré

« CONTRE L'ISLAMISME, IL FAUT TENIR LA PROMESSE RÉPUBLICAINE »

Avec cette série d'attentats, un climat lourd de menaces pèse de nouveau sur la société française. Une réalité utilisée par nombre d'acteurs politiques pour avancer leurs thèses discriminatoires et liberticides. **Ian Brossat,** porte-parole du PCF, répond par le renforcement de la République dans toutes ses dimensions.

ENTRETIEN

Le pays vit des heures sombres. À l'ignoble assassinat de Samuel Paty a succédé une tuerie dans une église. Face au terrorisme islamiste, les groupuscules d'extrême droite appellent, eux aussi, à « décapiter la République ». À droite, des responsables politiques veulent sacrifier l'État de droit, reprenant les mots de Marine Le Pen. Le vocabulaire fasciste est aussi dans la bouche du gouvernement, qui intente un procès en « islamo-gauchisme » aux formations de gauche. Dans ce climat trouble, le porte-parole du PCF, Ian Brossat, répond à nos questions.

Les élèves et les enseignants ont retrouvé le chemin de l'école lundi après le terrible assassinat de Samuel Paty. La peur a-t-elle sa place à l'école ?

Je veux dire à l'ensemble de la communauté éducative notre soutien plein et entier. Cet assassinat islamiste a suscité une émotion et une colère intenses car c'est l'école de la République qui a été visée. Nous devons la soutenir plus que jamais. Je le dis d'autant plus que cet événement tragique survient alors que l'école a été considérablement fragilisée ces dernières années, avec des enseignants méprisés, des classes surchargées, des moyens réduits et des réformes bâclées. Or l'école est aujourd'hui en première ligne contre l'obscurantisme. Dégrader l'école, c'est fragiliser la République. Elle doit plus que jamais être renforcée pour remplir sa mission. L'école telle que nous la concevons est source d'émancipation. Elle doit être celle de la réussite pour tous et d'une culture commune de haut niveau pour tous les élèves. »»

MAGALI BRAGARD

« Pour sauver la démocratie, il faudrait y mettre un terme ? Cela est complétement contradictoire. L'objectif des terroristes est justement de mettre à bas notre État de droit. L'abîmer serait faire le jeu de nos ennemis et leur offrir leur plus grande victoire sur un plateau. »

››› Il y a de plus eu une attaque jeudi dernier dans une église de Nice, qui a fait trois morts… Comment mettre fin à ces attentats ?

Il faut lutter pied à pied contre l'islamisme et le terrorisme, et pour cela donner en urgence des moyens supplémentaires à la police, à la justice et aux renseignements. L'enjeu est de leur permettre de remplir leurs missions efficacement dans le cadre de l'État de droit. Car force est de constater qu'il y a eu des dysfonctionnements : nombre de messages qui circulaient sur les réseaux sociaux, pourtant signalés, montraient que le danger était là. Il faut donc agir au plus vite. Mais je ne pense pas que notre législation ait besoin d'être une nouvelle fois bouleversée. Des lois antiterroristes, il y en a eu quasiment une par an depuis 2015. Celle de 2017 a fait entrer des dispositions de l'état d'urgence dans le droit commun. La question est donc avant tout celle des moyens. Prenons également garde à ne pas sacrifier l'État de droit, comme le réclament la droite et son extrême.

Au-delà des moyens donnés à la police, à la justice et au renseignement, peut-on lutter autrement contre le terrorisme et l'islamisme ?

Il faut assécher le terreau sur lequel le terrorisme prospère. Quand l'État et les services publics reculent, ce sont les mafias qui avancent. Un retour massif de l'État et des services publics sous toutes leurs formes, et pas seulement répressives, doit être organisé. Il faut redonner foi en la République. L'école doit être consolidée. Il faut aussi une tout autre politique en matière d'urbanisme et de logement. C'est bien beau de dénoncer le séparatisme. Mais qui se sépare de qui quand on a d'un côté des ghettos de riches et de l'autre des ghettos de pauvres, quand certains territoires huppés se barricadent et laissent les autres prendre en charge les populations les plus fragiles ? Il ne faut plus accepter cela.

Bien sûr, les difficultés de vie n'excusent aucun passage à l'acte terroriste. Mais, pour les prémunir, pour lutter contre l'islamisme, il faut comprendre les mécanismes et répondre à la promesse républicaine. Notre société ne peut pas fonctionner si la réalité vécue par des millions de nos concitoyens est à ce point contraire aux principes édictés par la République.

La menace terroriste est-elle protéiforme puisqu'elle cherche à prendre des vies, mais aussi à pousser le pays vers l'arbitraire ?

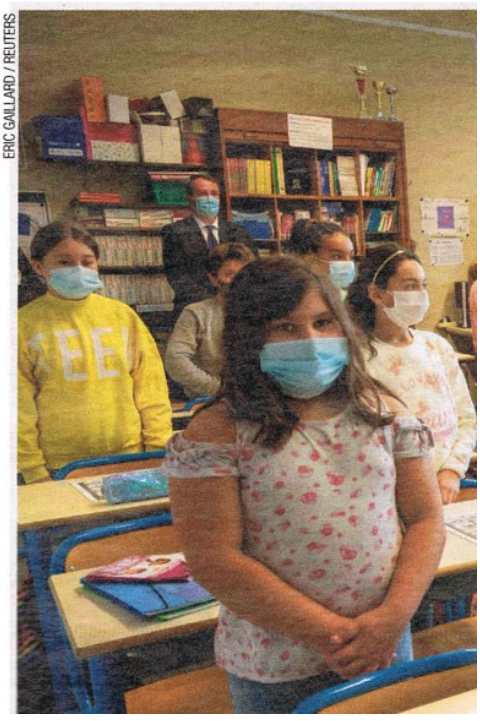
Absolument. Je vois se multiplier les déclarations incendiaires. J'ai entendu Éric Ciotti proposer un « Guantanamo à la française » et Christian Estrosi, le maire de Nice, affirmer que les lois de paix étaient inadaptées à ces temps de guerre. Il emboîte ici le pas à Marine Le Pen. Ce raisonnement est dangereux. Tout le monde reconnaît qu'à travers ces attentats c'est la République qui est visée. Et donc, à les entendre, pour sauver nos principes, il faudrait y renoncer. Pour sauver la démocratie, il faudrait y mettre un terme. Pour préserver nos valeurs, il faudrait les mettre en sourdine. Tout cela est complètement contradictoire. L'objectif des terroristes est justement de mettre à bas notre État de droit. L'abîmer serait faire le jeu de nos ennemis et leur offrir leur plus grande victoire sur un plateau.

L'objectif des terroristes est aussi de diviser les citoyens et de les monter les uns contre les autres…

Leur but, c'est la guerre civile. C'est d'instiller au cœur de nos sociétés le venin de la haine et de la division. Prenons la mesure de ce qui se passe un peu partout dans le pays. Un patron de supermarché affiche une pancarte pour interdire l'accès de son magasin aux femmes voilées, des manifestants d'extrême droite pro-Erdogan appartenant à la mouvance des Loups gris font une descente contre les Arméniens à Décines et à Dijon, des messages circulent sur les réseaux sociaux pour pointer du doigt nos compatriotes d'origine asiatique, prétendument coupables de la circulation du coronavirus. Tout cela est effrayant.

C'est le spectre de la guerre de tous contre tous qui se dessine.

La lutte contre l'islamisme ne doit donc surtout pas devenir une lutte contre l'ensemble des citoyens de confession musulmane qui ne demandent, pour l'écrasante majorité d'entre eux, qu'à vivre paisiblement ici dans le respect des lois de la République. Il est à cet égard très regrettable que des membres du gouvernement contribuent eux-mêmes à entretenir ce climat délétère. Les propos du ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, sur les rayons communautaires dans les supermarchés n'ont aucun sens. Quel lien y a-t-il entre un pot de harissa et le couteau d'un terroriste ? Il est très inquiétant de voir à quel point le discours de Marine Le Pen se banalise dans la bouche des ministres.



ERIC GAILLARD / REUTERS

Les groupuscules d'extrême droite sont très actifs depuis l'attentat de Nice. Ils appellent aux aussi à « décapiter la République »…

Entre l'islamisme radical et l'extrême droite, ce n'est pas un duel, c'est un duo. Ils marchent ensemble et se nourrissent l'un l'autre. Sur le fond, ils partagent les mêmes obsessions identitaires, le même refus de l'altérité, la même volonté de créer un climat de guerre civile. Et ce n'est donc pas pour rien que des complicités existent : on sait que c'est un ancien du service d'ordre du FN qui a fourni les armes au tueur de l'Hyper Cacher, Amedy Coulibaly. On sait que des proches de Marine Le Pen, des figures du GUD, tels Axel Loustau et Frédéric Chatillon, ont manifesté aux côtés du collectif Cheikh Yassine, présidé par Abdelhakim Sefrioui, qui a diffusé des vidéos contre Samuel Paty.

Je note aussi que les attaques d'Avignon et de Dijon ont été perpétrées par des individus appartenant à la mouvance identitaire d'ultradroite. Le gouvernement ferait bien de dissoudre ces mouvements dangereux, eux aussi.

La personne abattue à Avignon avait un pull de Génération identitaire. C'était un ancien membre de la JC, suivi pour troubles psychiatriques…

C'est un parcours individuel et heureusement isolé. Il n'y a aucun point commun entre le communisme et l'extrême droite. Tout nous sépare. Ce que défend le PCF est l'exact inverse de la haine et du racisme, c'est la solidarité et la fraternité. À cet égard, le tag « collabo », inscrit une semaine plus tôt sur le siège du PCF, est une infamie car le seul sang que le PCF a sur les mains, c'est celui des nazis. Notre rôle majeur dans la Résistance n'est plus à démontrer.

Ce procès en islamo-gauchisme n'avait pas été mené lors des tueries à « Charlie Hebdo » et au Bataclan. Pourquoi cette offensive maintenant ?

Ce qui est nouveau, c'est que ce vocable d'extrême droite est repris par des ministres. Certains veulent profiter de l'instant pour disqualifier la gauche. Les communistes, en tout cas, n'ont jamais eu la moindre complaisance vis-à-vis de l'islam radical. Je n'oublie pas qu'un des plus grands massacres du XXe siècle, c'est celui des communistes indonésiens par des milices islamistes en 1965. Plusieurs centaines de milliers de communistes y été ont assassinés. Par ailleurs, s'il y a des complaisances ou des compromissions à regarder, qu'on se penche sur les liens tissés entre nos gouvernements et les pétromonarchies du Golfe qui répandent le wahhabisme et le salafisme. Autant d'idéologies mortifères qui alimentent le terrorisme sur notre territoire. Ce dont nous souffrons, ce n'est pas de l'islamo-gauchisme, c'est de l'islamo-affairisme. La France continue de vendre des armes à l'Arabie saoudite. On dit que l'argent n'a pas d'odeur. En l'espèce, il a l'odeur du sang.

Notre laïcité, les caricatures et l'absence de délit de blasphème conduisent à un débat international. Les dirigeants turc et canadien se sont exprimés sur le sujet. Quelle est votre réaction ?

La laïcité telle que nous la concevons en France n'est pas une somme d'interdits, comme voudrait le faire croire la droite. La laïcité, c'est la liberté et c'est la démocratie. C'est un principe révolutionnaire qui affirme que la seule loi qui s'applique, c'est la loi de la République forgée par des citoyens libres et égaux, et non la loi divine. L'extrême droite et la droite cherchent à préempter ce principe en le retournant pour en faire une arme contre les musulmans. Quant au délit de blasphème, il n'existe pas en France : nous avons la liberté de critiquer les religions, mais il est interdit de stigmatiser une partie de la population en raison de ses croyances. C'est très bien ainsi. Nous n'avons aucune raison de céder ou de transiger sur ces principes-là. ★

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR AURÉLIEN SOUCHEYRE
aurelien.soucheyre@humanite.fr

Ian Brossat alerte : « L'école est aujourd'hui en première ligne contre l'obscurantisme. Dégrader l'école, c'est fragiliser la République. »

« Entre l'islamisme radical et l'extrême droite, ce n'est pas un duel, c'est un duo. Ils marchent ensemble et se nourrissent l'un l'autre. Sur le fond, ils partagent les mêmes obsessions identitaires, le même refus de l'altérité, la même volonté de créer un climat de guerre civile. »

PARTI PRIS TERRORISME

LE RN JUBILE ET RESSORT SES RECETTES NAUSÉABONDES

Comme après chaque attentat, le parti de Marine Le Pen tonne qu'il avait raison avant les autres. Mais ses propositions n'apportent aucune avancée et sont même de nature à accroître les maux de la société française.

Comme de coutume, le parti d'extrême droite n'a pas attendu longtemps pour tenter de récupérer à son compte l'attentat ignoble contre le professeur Samuel Paty. « Si ce gouvernement nous avait écoutés, Samuel Paty serait peut-être encore en vie », a même osé le porte-parole Sébastien Chenu, sans égard pour la famille ou le temps du deuil. Un deuil et un recueillement qui n'ont pas intéressé Marine Le Pen, absente du rassemblement de la place de la République et des autres hommages en France, au prétexte d'en « avoir un peu marre de la politique de la bougie ». Ce qui cache mal le fait qu'elle n'était pas la bienvenue.

« LÉGISLATION DE GUERRE »

Depuis, le RN a convoqué une conférence de presse, le 19 octobre, pour faire part de ses propositions en matière de lutte contre le terrorisme, avec ce triptyque martial : « La restauration de l'État, la réaffirmation de la République, l'unité de la nation. » Avec un simplisme confondant, elle oppose à « l'acte de guerre » qu'est le terrorisme une « législation de guerre ». Et de dérouler son arsenal, à commencer par des « procédures policières et judiciaires spécifiques » et un « régime carcéral spécifique ». Soit deux choses qui existent déjà, la première depuis la création en 1986 du droit spécifique antiterroriste, très largement étendu depuis, jusqu'à la création du parquet national antiterroriste, créé en 2019. Autre proposition : armer obligatoirement les polices municipales, un serpent de mer de l'extrême droite, mesure dont on voit mal quelle efficacité elle pourrait avoir – a fortiori dans l'attentat qui a coûté la vie à M. Paty.

« DÉCHÉANCE DE NATIONALITÉ »

Marine Le Pen est également revenue sur la « déchéance effective de nationalité » et « l'expulsion des étrangers fichés S ». Là encore, des mesures qui relèvent de l'affichage : il est interdit de créer des apatrides et, dans le cas d'un binational, il faut l'accord de l'autre pays. Quant aux fichés S, le RN réitère la même ânerie : il s'agit d'un pur dispositif de renseignement policier, souvent transmis par d'autres services de renseignements, et qui n'a aucune valeur légale. Qu'importe : cela fait parler, même dans le vide. **B. K.**

Elections américaines : Marie Le Pen fait la gueule

Marine Le Pen calque refuse « absolument de reconnaître la victoire de Joe Biden »aux élections présidentielles américaines. Déjà, en 2016, Marine Le Pen s'était singularisée en étant la 1ère personnalité politique française à féliciter Trump pour son élection, voyant dans ce dernier un exemple à suivre, depuis l'édification d'un mur à la frontière du Mexique jusqu'à la mise en cause de la couverture de santé mise en place par l'ancien président Obama. Une grosse délégation du parti de Marine le Pen avait d'ailleurs fait le déplacement aux USA pour aller fêter une réélection qu'ils espéraient triomphale de Donald Trump; La fête des lepénistes a donc rapidement tourné à la soupe à la grimace

Facebook, Twitter et youtube prennent des mesures contre l'ancien stratège de Donald Trump

Steve Bannon, l'ancien stratège de Donald Trump a vu supprimés ses comptes sur les réseaux sociaux, en raison de ses appels à la violence : lors d'une émission diffusée en direct sur YouTube et Facebook et postée en partie sur Twitter, Steve Bannon a appelé à la décapitation de Christopher Wray, le directeur du FBI, et du médecin Anthony Fauci, qui coordonne la lutte contre la pandémie à la Maison Blanche. Le tout sur fond de déclarations complotistes sur le décompte des voix de l'élection présidentielle américaine. Le même Steve Bannon était venu l'année dernière à Paris afin de soutenir le candidat de Marine Le Pen aux élections européennes. En 2018, Steve Bannon avait déjà été invité d'honneur au congrès où le Front National avait décidé de se rebaptiser Rassemblement National. La preuve en photo, ci-dessous. Qui se ressemble s'assemble...

Steve Bannon et Marine Le Pen lors du congrès du Front national à Lille le 10 mars 2018. — AP/SIPA

25 OCTOBRE : DES CENTAINES DE FECAMPOIS MARCHENT EN HOMMAGE A SAMUEL PATY

La manifestation du 25 octobre restera dans les mémoires comme l'une plus importantes qu'ait connu Fécamp. 4 à 500 fécampoises et fécampois ont marché dignement dans la ville pour dire leur émotion après le meurtre de Samuel Paty, ce professeur de Conflans Sainte Honorine, décapité par un terroriste islamiste. Les communistes de la section de Fécamp au grand complet avaient répondu à l'appel des enseignants de Fécamp pour témoigner de leur solidarité avec la communauté éducative et pour manifester leur attachement à la liberté d'expression. Nos photos sont visibles sur la page facebook de la section de Fécamp du PCF